

LE TEMPS

Traité Mercredi 19 octobre 2011

Pas question de détruire les sous-munitions

Par Y. P.

Berne: une commission du Conseil national refuse de ratifier le traité interdisant les armes à sous-munitions Une commission du Conseil national refuse de ratifier le traité interdisant les armes à sous-munitions.

Malgré le vote unanime du Conseil des Etats, la commission de politique de sécurité du Conseil national a proposé mardi, par 13 voix contre 11 et 2 abstentions, de ne pas entrer en matière sur le projet de ratification de la Convention sur les armes à sous-munitions. Celle-ci prévoit une interdiction du financement, de la fabrication ou du stockage de ces projectiles.

La majorité, composée des élus de l'UDC, de quelques radicaux et démocrates-chrétiens, estime que la Suisse n'a pas à faire le pas tant que les principaux pays fabricants, Etats-Unis, Russie, Chine, Israël, ne s'engagent pas à cesser la production de ces engins. «Se passer de telles armes, qui permettent d'interdire des zones entières aux troupes ennemies, affaiblirait dangereusement notre capacité de défense», ajoute l'UDC neuchâtelois Yvan Perrin. De plus, selon lui, «avec le budget limité alloué à l'armée, nous n'avons pas les moyens de remplacer ces armes par des munitions intelligentes».

La Suisse stocke quelque 220000 de ces projectiles. En ratifiant le Traité, elle s'engagerait à les éliminer dans un délai de huit ans. Au Conseil des Etats, même les sénateurs UDC s'étaient ralliés. Gardienne des conventions de Genève, la Suisse avait déployé une diplomatie humanitaire très active pour faire adopter ce traité déjà signé par une cinquantaine d'Etats.

Les projectiles à sous-munitions sont difficiles à éliminer des anciennes zones de combats et font chaque année des milliers de victimes civiles, dont beaucoup d'enfants, morts ou handicapés. «Il est troublant de constater que la Suisse, dépositaire des Convention de Genève, invoque pour sa défense la nécessité d'utiliser sur son territoire des munitions qui laissent des quantités colossales de ratés», dit Paul Vermeulen, de Handicap International. Pour le PS, cela «illustre les lourdes tendances militaristes qui dominent dans la commission».

LE TEMPS © 2011 Le Temps SA